

Allons – nous vers un pouvoir Le Pen – Copé ?

## COMME CONTRIBUTION A UN DÉBAT SOUHAITE.

Marcel TASSY (1)

Le danger d'une prise du pouvoir par une alliance Marine LE PEN, Jean-François COPE est-il réel ? Cela dépend des militants socialistes et de leur rapport au pouvoir de leur parti. Cela dépend de l'engagement des forces de la gauche de transformation, dans son rapport, à la fois au pouvoir du parti socialiste, et au peuple de France. **Tout est dans la clarté des positions et dans un engagement audacieux auprès des citoyens pour changer les rapports de force.**

Malgré le pouvoir socialiste, la France continue à être sous la domination des marchés financiers.

- **Objectif : un salariat complètement démuné de toute protection sociale, à la merci du patronat.**

Ceux qui agissent pour la consolidation de cette domination doivent être clairement identifiés pour être combattus. Qui sont-ils ? Les grands possédants et prédateurs que tout le monde connaît : les patrons du CAC 40, les Bettencourt, Bernard Arnaud et autres dirigeants du MEDEF qui sont fiscalement à peine au-dessus de la tranche des 10 % et qui poussent des cris d'orfraie en prétendant que l'on veut les déposséder. Non seulement ils continuent à s'enrichir en profitant d'une crise qu'ils ont eux-mêmes organisée, mais en plus, en toute impunité, ils placent leurs capitaux dans des paradis fiscaux qui paradoxalement se situent, pour nombre d'entre eux, au cœur même de cette Europe ravagée par les politiques de rigueur qu'ils mettent en œuvre. Le Luxembourg, La Belgique, pays fondateurs de l'Europe, blanchissent des milliers de milliards qui échappent au fisc français. Même chose avec la City de Londres. Résultat, ce sont les petits contribuables, ouvriers, ingénieurs, cadres, techniciens, enseignants, commerçants, classes moyennes et retraités qui paient le manque à gagner. Plus lamentablement encore, on voit quelques-uns de nos meilleurs artistes déménager en Belgique, parce qu'ils ne peuvent se priver d'une de leurs maisons de 400 ou 600 m<sup>2</sup> ou d'un domaine viticole de 200 hectares, alors que des travailleurs sans domiciles fixes couchent dans la rue, alors que des millions de travailleurs sont réduits au chômage. C'est insupportable ! Ignoble ! Les médias télévisés sont squattés par « des experts », « des spécialistes » en tout genre, toujours prompts à demander les plus durs sacrifices... pour les autres. C'est le règne de la pensée unique. On nous parle de guerre économique – mais la guerre contre qui ? - On nous parle de compétitivité, pour justifier des salaires toujours plus bas, un temps de travail toujours plus élevé et une flexibilité étendue. C'est à la fois cynique sur le plan humain et aberrant sur le plan économique. Comment envisager d'être compétitif sur le long terme ? Cela ne tient pas debout. Dans une organisation libérale de l'économie et du travail, on ne sera jamais compétitif. Il y en aura toujours qui seront plus compétitifs. C'est une fuite en avant qui tend à déstructurer le régime social que nous avons conquis de haute lutte, à démolir le Code du travail, à remettre en cause toute règle en matière de salaire et de temps de travail. C'est le règne de la précarité. Bref, l'objectif poursuivi est celui d'un salariat complètement démuné de toute protection sociale, à la merci du patronat. L'ennemi de classe, le capitalisme - et ses complices du monde politique, économique et médiatique -, est bien décidé à créer les conditions d'une surexploitation encore plus féroce du salariat à la faveur de ce qu'il appelle une crise mondiale, présentée comme une espèce de fatalité comparable à la foudre, à la grêle et autre catastrophe naturelle.

- **Comment définir les responsabilités des diverses formations politiques. Que doit-on penser, de la politique du gouvernement socialiste ?**

En Espagne, le peuple a subi la politique du pouvoir socialiste présidé par José Luis ZAPATERO avec les résultats catastrophiques que l'on sait. Les Espagnols, mécontents, à juste titre, ont changé de gouvernement et mis en place la droite de Mariano RAJOY. C'est encore pire qu'avant. Nous en France, nous sommes en train de faire le chemin inverse. Dans la chanson d'une vieille opérette française il est dit : « C'était pas la peine, c'était pas la peine, c'était pas la peine assurément de changer de gouvernement. ». Il y a bien quelques mesures fiscales et sociales, quelques décisions de caractère sociétal que le gouvernement socialiste met positivement en œuvre. Mais cela ne fait pas le compte et ne change pas la vie des Français. Au contraire, les plus importantes décisions prises par la gouvernance socialiste : **adoption du plan de rigueur SARKOMERKEL, le budget 2013 et la prise en compte de l'essentiel des préconisations du plan GALLOIS affaiblissent la France et vont appauvrir un peu plus les Français.** Il faut donc être clair : cette politique n'est pas une politique de gauche. S'il y avait le moindre doute là-dessus il suffirait de revoir la jubilation de la patronne des patrons, Laurence PARISOT, lorsqu'elle a pris connaissance de l'approche positive du gouvernement AYRAULT à l'égard du rapport GALLOIS et des décisions qui ont suivi. Il semblerait que le Parti socialiste ait vendu son âme de gauche aux marchés financiers. Où est le HOLLANDE, pourfendeur de la haute finance, pendant campagne des présidentielles ? On a aujourd'hui, plutôt le sentiment que HOLLANDE et AYRAULT sont fidèles à ce précepte du grand social-démocrate Léon BLUM, lorsqu'il déclarait : « nous sommes les gérants loyaux du capitalisme ».

- **Le père des politiques austéritaires est un socialiste allemand.**

Plus près de nous, il convient de rappeler un fait historique indéniable. C'est un social-démocrate, Gerhard SHRÖDER qui a mis en place le modèle économique sur lequel s'appuie la conservatrice Angela MERKEL pour développer sa politique en Allemagne en s'efforçant de l'imposer à toute l'Europe. Ce modèle rencontre en France, l'adhésion passionnée des élites politiques et médiatiques. Bref, c'est un socialiste allemand qui est le père de ce que l'on appelle « l'agenda 2010 » - libéralisation du marché du travail, baisse des prestations sociales et réforme des retraites -, présenté en 2003 au Bundestag. Retenez bien cette date : **2003**, c'est-à-dire **5 ans avant la crise mondiale que nous connaissons aujourd'hui.** Le social-démocrate SCHRÖDER avait déjà préparé les lignes force de la politique ultra libérale que nous serions obligés de subir aujourd'hui au nom de la crise. On voit bien qu'il faut relativiser le poids exact de cette dernière dans la politique austéritaie développée dans toute l'Europe. En tout cas, la crise fut une aubaine pour justifier un peu plus la fuite en avant d'un capitalisme possédé par une fringale financière inégalée.

Et voilà que dans ce contexte, à l'instar de son père, Marine LE PEN travaille avec une joie non dissimulée à la prise du pouvoir par une **droite décomplexée**, comme dit COPE.

Tout ce qui précède montre bien que la situation est très grave et ne peut s'analyser sur la base de critères historiquement dépassés. **Nous ne sommes plus dans les schémas des alternances politiques telles que nous les avons connues jusqu'ici. Si notre peuple a la conviction un jour d'avoir épuisé toutes les alternatives politiques possibles. Si notre peuple se convainc que gauche et droite c'est pareil, alors nous allons à la catastrophe.**

- **Le revirement des dirigeants socialistes facilite incontestablement les ambitions de la droite et de la droite extrême.**

Mais est-ce bien une surprise ? Nous pouvions nous y attendre. Les expériences récentes des gouvernements à majorité socialiste ont toutes débouché sur le reniement des engagements pris. Et ce sont des politiques d'austérité qui ont été pratiquées. A plusieurs reprises, sans remonter à 1956, au cours des dernières décennies le Parti socialiste a été un formidable fabricant d'espoir rapidement déçu. C'est comme ça que nous avons subi la droite pendant 10 ans. Aussi, nombre de Français, sans illusion, ont voté HOLLANDE, au deuxième tour, d'abord, et essentiellement pour se débarrasser de Nicolas SARKOSY. **Nous ne pouvons faire front à une politique sociale-démocrate avec des réponses sociales-démocrates. Nous ne pouvons, encore moins, apporter des réponses empreintes d'arrière pensées électoralistes. Car la déception des Français peut présenter un vrai danger et nous amener aux pires solutions. C'est pourquoi il est impératif que la gauche de transformation se démarque très fermement de tout ce qui peut être considéré aujourd'hui comme un reniement des valeurs et des objectifs de la gauche.** Nous ne sommes pas dans la majorité soi-disant de gauche. Serions-nous dans l'opposition ? **Nous sommes fermement opposés à toute politique de rigueur qui inexorablement enfonce encore un peu plus la France dans la récession et les Français dans la misère. Si le pouvoir socialiste poursuit dans cette voie, il doit nous trouver sur son chemin. Une politique de rigueur et de déchéance de la France mise en œuvre par un pouvoir de droite ou par un gouvernement socialiste est toujours une politique de rigueur et de déchéance de la France.** Comment peut-on affirmer, comme le font certains dirigeants du Parti communiste aujourd'hui, que nous voulons faire réussir le gouvernement ? Attention, les mots ont un sens. Réussir quoi ? La politique que nous avons préconisée en soutenant le Front de Gauche ? Jamais le pouvoir socialiste ne s'y conformera. Cela me rappelle le gouvernement de la gauche plurielle lorsqu'il n'a pas été évident pour les dirigeants du Parti communiste, que la politique qui serait appliquée serait celle du Parti socialiste et non pas d'une improbable gauche plurielle. Nous avons été quelques-uns à être considérés comme défaitistes sectaires - après avoir été souvent qualifiés de réformistes socio - démocrates - pour avoir dit notre refus du piège de la gauche plurielle. Aujourd'hui, aurions-nous la moindre illusion en la possibilité de faire changer fondamentalement la politique du gouvernement socialiste ? Les luttes de notre peuple peuvent tout au plus faire reculer le pouvoir socialiste sur tel ou tel aspect ponctuel, nécessairement partiel de sa politique. **Entretenir toute équivoque à ce propos est foncièrement dangereux et risque de coûter très cher aux forces réellement de gauche. Il faut lever toute ambiguïté, être clair. Cette démarche ne constitue pas un réquisitoire contre les militants et électeurs socialistes. Elle est un acte de clairvoyance, de courage. Elle est un investissement moral, politique pour l'avenir. Sans acrimonies, sans agressivité il faut le dire aux électeurs et militants socialistes, le dire à tous les citoyens de notre pays.**

- **Expliquer aux Français, et donc aux socialistes déçus, qu'une force politique véritablement de gauche existe, c'est le FRONT DE GAUCHE, capable de revaloriser la notion de gauche, de sauver l'honneur de tous ceux qui sont foncièrement de gauche.**

Capable de relever le défi de la déception et de mettre en œuvre, enfin, dans notre pays une politique foncièrement de gauche. Mais cela ne se fera pas sans un effort sans précédent d'ouverture vers les citoyens auxquels on doit permettre d'investir le FRONT DE GAUCHE de se l'accaparer, non pas pour en faire un parti-guide, mais une force citoyenne, vivante, évolutive. D'autant plus, que la situation des Français est telle, que nombre d'entre eux, qui ne se reconnaissent pas d'emblée à gauche, peuvent faire partie d'un large rassemblement pour une France libérée de la dictature des puissances financières. **Le ROUGE, le VERT et le TRICOLORE, l'INTERNATIONALE et LA MARSEILLAISE ont mille raisons de se marier dans un combat commun où patriotisme et sens de classe ne feront qu'un.** Un large débat devrait permettre de dégager les axes principaux d'une

politique vraiment à gauche. Comme nous l'avons déjà largement ébauché durant la campagne électorale. Pas la guerre économique, pas le choc de compétitivité. **L'Europe doit cesser d'être un cauchemar, pour devenir une chance, un espoir. Imaginons une autre Europe, celle de la mise en commun de ses potentialités économiques et humaines, celle de la solidarité entre les peuples, celle de la coopération. Imaginons la France, prenant l'initiative de la construction de cette Europe nouvelle où l'humain sera au centre des préoccupations.**

Pour ce faire, il faut que nous investissions en même temps la politique et la rue.

Si nous ne sommes pas capables de relever ce défi, alors il ne sera pas donné cher de la peau de notre pays. Évitions le cauchemar d'une France dirigée par Marine LE PEN et Jean François COPE.

(1) Communiste - Responsable départemental des BDR du Parti communiste français de 1952 à 1992 - ancien directeur politique de « La Marseillaise » - ancien Député, Conseiller Régional, Conseiller Général, Adjoint au Maire de Marseille, Conseiller d'arrondissement jusqu'en 1997 -Membre fondateur du Mouvement FUTURS ( Refondateurs Communistes). Démissionnaire du PCF en 2007.